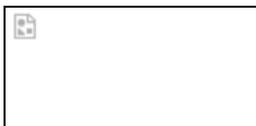
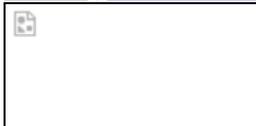




« Informer n'est pas une liberté pour la presse mais un devoir »

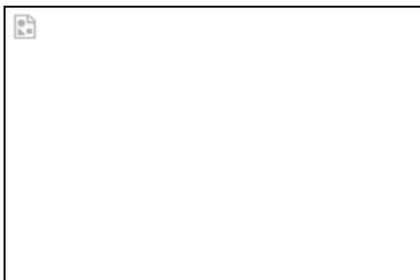
[Accueil](#) | [derniers articles](#) | [articles au hasard](#) | [auteurs référencés](#) | [thèmes](#) | [liens](#)



25 janvier 2014



Geneve 2 : Quand l'ONU sombre dans le ridicule !



Karim MOHSEN

Beaucoup de choses ont été dites, d'autres le seront encore à propos de l'ONU qui – depuis la fameuse apostrophe de Charles De Gaulle a eu à essayer des interpellations peu amènes – a pareillement récidivé et certifié le peu de crédit qui lui est accordé par analystes et observateurs.

Le singulier faux pas que vient de commettre son Secrétaire général Ban Ki-moon n'ajoute rien à une notoriété onusienne amplement érodée. Est-il concevable en effet, que le patron de la plus haute institution planétaire, l'ONU, puisse de la sorte se laisser

manoeuvrer et singulièrement outrager par des pays membres de l'institution internationale, aussi puissants qu'ils pouvaient être ?

En retirant à l'Iran l'invitation à assister à la conférence sur la Syrie, dite Genève 2 qu'il lui a solennellement délivrée, Ban Ki-moon, montre la cruelle impuissance où se trouve l'organisation qu'il dirige à accomplir les objectifs de paix internationale que lui assigne la Charte fondatrice de l'ONU. L'institution et son Secrétaire général viennent encore d'exposer et d'illustrer le fait qu'ils ne pèsent vraiment pas lourds face aux oukases des membres permanents occidentaux (la précision s'impose) du Conseil de sécurité, détenteurs du droit de veto. Ainsi, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont imposé sans état d'âme à l'ONU, présumée organisatrice de la conférence dite Genève 2, leur feuille de route, comme leur seule lecture du conflit qui déchire la Syrie. Notamment la lecture qu'ils font de la déclaration dite Genève 1 de juin 2012, laquelle n'évoque à aucun moment le départ du président syrien comme condition sine qua non ou que la seule visée de Genève 2, comme le suppose l'opposition syrienne, consiste à écarter Bachar al-Assad du pouvoir. Il n'en est rien.

De fait, la déclaration de Genève 1 à propos de la transition en Syrie stipule que « l'organe de gouvernement transitoire exercera les pouvoirs exécutifs. Il pourra inclure des membres du gouvernement actuel et de l'opposition et d'autres groupes et doit être formé sur la base d'un consentement mutuel », rapportait l'émissaire de l'ONU de l'époque, l'ex- Secrétaire général onusien, Kofi Annan en ajoutant que l'avenir de Bachar al-Assad « sera leur affaire (des Syriens) ». En accédant aux desiderata des pays occidentaux, l'ONU s'est disqualifiée en revenant sur l'invitation faite à l'Iran, l'un des acteurs principaux du conflit syrien. Mais ce n'est pas la première fois que l'ONU cède de façon dégradante ses prérogatives face au diktat, notamment étasunien et israélien. En 2003, contre l'avis de l'ONU et du Conseil de sécurité, les États-Unis n'en ont pas moins envahi et détruit l'Irak, un des berceaux de la civilisation humaine. Après le fait accompli – notamment après que le chef de la diplomatie étasunienne de l'époque, Collins Powell, ait admis avoir été abusé et à lui-même leurré l'ONU en affirmant que l'Irak détenait des armes de destruction massive (ADM), rien n'a été fait pour rectifier le tir et sanctionner les États-Unis. Deux ans plus tôt, en 2001, l'armée d'occupation israélienne avait commis d'horribles crimes de guerre à Jenine en Cisjordanie occupée. L'ONU n'a pu effectuer l'enquête commandée par le Conseil de sécurité, d'abord par le refus d'Israël d'autoriser la mission onusienne conduite par l'ancien président finlandais, Martti Ahtisaari, d'aller à Jenine, ensuite par le veto opposé par les États-Unis.

Ban Ki-moon, qui n'a d'autres pouvoirs que celui d'obéir, n'a pu qu'obtempérer au diktat des pays occidentaux et des riches monarchies du Golfe qui arment, forment et financent les rebelles syriens, qui seront bien présents à Genève 2 comme des pays qui n'ont aucune relation avec le conflit syrien à l'instar du Danemark, de l'Inde ou de l'Indonésie. En fait, d'aucuns

pouvaient être présents à cette conférence sur la Syrie, mais pas l'Iran et même... Bachar al-Assad aurait été empêché d'y participer si l'Occident et les monarchies avaient eu les moyens de le faire. Et l'on vient parler de paix lorsque seuls les intérêts géostratégiques et la domination du monde animent ceux qui se sont autoproclamés la conscience de la communauté des nations, alors qu'ils sont les premiers à fouler aux pieds droits et justice internationaux pour peu qu'ils n'y trouvent pas leur compte ou ne répondent pas à leurs appétences. Otage du nouvel « Empire », l'ONU est désormais un instrument qui ne travaille pas pour la paix internationale, mais oeuvre à consolider la mainmise d'un quarteron d'Etats sur le monde. Genève 2 en témoigne largement.

Karim MOHSEN

»» <http://www.lexpressiondz.com/edito/188409-quand-l-onu-sombre-dans-le-r...>

URL de cet article 24147

<http://www.legrandsoir.info/geneve-2-quand-l-onu-sombre-dans-le-ridicule.html>



[commenter](#)

Karim MOHSEN

- [Stéréotypes !](#)
- [Quand la France brasse du vent !](#)
- [Une bouderie mal à propos](#)
- [Israël et les monarchies, même combat ?](#)

»» [Voir tout](#)

ARTICLES ASSOCIES

- [Le mythe de la création d'Israël par les Nations-Unies \(Palestine Chronicle\)](#)
- [Pour la 22 ème année consécutive, l'ONU demande en vain aux USA...](#)
- [Le processus d'Oslo : la « paix » pour un plat de lentilles](#)
- [Le Qatar condamne un poète à 15 ans de prison](#)
- [Pourquoi, la France doit sortir de l'Europe. Et vite !](#)
- [Genève 2 ou le cynisme triomphant de l'Occident.](#)
- [Appel : La Journée mondiale de solidarité avec le camp alYarmouk \(Syrie\)](#)
- [L'année 2014 dans le monde arabe entre espoirs de changement et risques de somalisation](#)
- [Un rapport sur les « crimes de guerre commis contre le peuple syrien » remis à l'ONU](#)
- [Finalement, François Hollande s'en remet au vote des élus de la nation.](#)
- [Un soldat éviscéré, le Qatar attristé](#)

»» [ONU](#) »» [Syrie](#)

« Si le Président se présente devant le Peuple drapé dans la bannière étoilée, il gagnera... surtout si l'opposition donne l'impression de brandir le drapeau blanc de la défaite. Le peuple américain ne savait même pas où se trouvait l'île de la Grenade - ce n'avait aucune importance. La raison que nous avons avancée pour l'invasion - protéger les citoyens américains se trouvant sur l'île - était complètement bidon. Mais la réaction du peuple Américain a été comme prévue. Ils n'avaient pas la moindre idée de ce qui se passait, mais ils ont suivi aveuglement le Président et le Drapeau. Ils le font toujours ! ».

Irving Kristol, conseiller présidentiel, en 1986 devant l'American Enterprise Institute

Le 25 octobre 1983, alors que les États-Unis sont encore sous le choc de l'attentat de Beyrouth, Ronald Reagan ordonne l'invasion de la Grenade dans les Caraïbes où le gouvernement de Maurice Bishop a noué des liens avec Cuba. Les États-Unis, qui sont parvenus à faire croire à la communauté internationale que l'île est devenue une base soviétique abritant plus de 200 avions de combat, débarquent sans rencontrer de résistance militaire et installent un protectorat. La manoeuvre permet de redorer le blason de la Maison-Blanche.

[Gabriel Péri : homme politique, député et journaliste](#)



Bernard GENSANE